

**ACCORD CADRE MUTLI
ATTRIBUTAIRES RELATIF A LA
FOURNITURE DE DE VEHICULES
POUR LE COMPTE DE LA RTM
RTM/2025.4/VEHICULES**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

PROCEDURE FORMALISEE : APPEL D'OFFRES OUVERT

Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :
27 juin 2025 à 12h00 (heure locale).

ENTITE ADJUDICATRICE : REGIE DES TRANSPORTS DE MARTINIQUE
CENTRE TECHNIQUE DES TRANSPORTS
RUE FERREMENTS
ZONE DE LA TROMPEUSE
97200 FORT DE FRANCE

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ARTICLE
R.2191-60 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : LE DIRECTEUR GENERAL

SOMMAIRE

1. Objet et étendue de la consultation	5
1.1 Objet de la consultation.....	5
1.2 Identification de l'entité adjudicatrice	5
1.3 Procédure de passation.....	5
1.4 Forme du marché.....	5
1.5 Durée du marché	5
1.6 Allotissement	5
2. conditions de la consultation	6
2.1 Délai de validité des offres	6
2.2 Conditions de participation des soumissionnaires – groupement d'opérateurs économiques ..	6
2.3 Variantes.....	6
3. contenu et disponibilité des documents de la consultation.....	7
3.1 Identification des documents de la consultation	7
3.2 Mise à disposition des documents de la consultation.....	7
3.3 Modification des documents de la consultation.....	7
4. présentation des candidatures et des offres	8
4.1 Généralités concernant la présentation des candidatures et des offres.....	8
4.2 Document à remettre par les candidats	8
4.2.1 Pièces relatives à la candidature.....	8
4.2.2 Pièces relatives à l'offre	10
4.3 Modalités de remise des candidatures et des offres	11
4.3.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres	11
4.3.2 Conditions de remise des plis	11
5. Examen des candidatures et des offres.....	12
5.1 Examen des candidatures	12
5.2 Examen des offres	13
6. suites données à la consultation.....	16
6.1 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.....	16
6.2 Déclaration sans suite	16
6.3 Procédure infructueuse.....	16
7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
8. Droit applicable, juridiction compétente et voies de recours.....	17

PREAMBULE

La RTM envisage de conclure un accord cadre multi-attributaires avec remise en concurrence par le biais de marchés subséquents, en application des articles R.2162-2 à R.2162-7 à R.2162-12, lui permettant de désigner un opérateur économique pour la fourniture de véhicules, pour permettre le déplacement de ses salariés.

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

L'objet du présent accord cadre porte sur la désignation d'un opérateur économique susceptible de fournir à la RTM des véhicules sous la forme location de longue durée ou bien par acquisition.

1.2 Identification de l'entité adjudicatrice

Régie des Transports de Martinique
399 Rue Ferrements
97200 FORT-DE-FRANCE

Représentant légal : Monsieur le Directeur Général de la RTM.

La RTM, en tant qu'établissement public industriel et commercial exerçant une activité d'opérateur de réseaux, a la qualité d'entité adjudicatrice en application des dispositions de l'article L1212-1 1° du code de la commande publique (CCP).

1.3 Procédure de passation

La procédure de passation est celle de la procédure formalisée, et plus précisément l'appel d'offres ouvert soumise notamment aux dispositions des articles L.2124-2 L.2125-1 1° et R.2124-2 du CCP.

1.4 Forme de l'accord cadre

L'accord cadre objet de la présente consultation prend la forme d'un accord cadre multi attributaires avec marchés subséquents au sens des articles R.2162-1 à R.2162-12 du CCP. Il est conclu pour un montant global maximum de 1.900.000 euros HT pour toute la durée du marché

1.5 Durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu à compter de sa notification pour se terminer le jour anniversaire de la quatrième année de sa notification régulière.

Il n'est pas reconductible.

1.6 Allotissement

Sans objet

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Conditions de participation des soumissionnaires – groupement d’opérateurs économiques

Les candidats peuvent soumissionner sous la forme d’une entreprise unique ou sous forme de groupement d’entreprises avec un mandataire unique.

Conformément aux dispositions de l’article R2142-22 du CCP, l’entité adjudicatrice n’exige aucune forme juridique déterminée au stade de la remise des candidatures et des offres.

L’entité adjudicatrice n’exige aucune forme juridique déterminée à l’attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter, pour le marché public ou certains de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1°) En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2°) En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, le marché est notifié au seul mandataire.

En cas de groupement, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d’opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d’acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu’un de ses membres se trouve dans l’impossibilité d’accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l’entité adjudicatrice l’autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l’acceptation de l’entité adjudicatrice, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L’entité adjudicatrice se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l’ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu’elle a définies.

2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3. CONTENU ET DISPONIBILITE DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

3.1 Identification des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition des candidats sont les suivants :

- L'avis d'appel public à la concurrence (« **AAPC** »)
- Le cahier des clauses administratives particulières (« **CCAP** ») ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (« **CCTP** »)
- Les fichiers véhicules classiques (lot 1) & véhicules utilitaires (lot 2) ;

3.2 Mise à disposition des documents de la consultation

Dès la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, les candidats ont la possibilité de télécharger les documents de la consultation dans leur intégralité, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'entité adjudicatrice, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Doc(x), Excel, PDF et les fichiers compressés en format zip.

Bien que les documents de la consultation soient en accès libre direct et complet, , il est recommandé aux candidats de s'identifier sur le profil d'acheteur de la RTM afin d'être averti de toutes modifications ou compléments qui pourraient être apportés aux documents de la consultation.

3.3 Modification des documents de la consultation

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles aux documents de la consultation au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

L'ensemble des candidats identifiés auprès du pouvoir adjudicateur sera informé de la mise à jour du dossier de consultation des entreprises.

Les candidats devront répondre sur la base des documents de la consultation modifiés sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra déposer, avant la date et l'heure limites de remise des offres, une nouvelle offre sur la base des documents de la consultation modifiés, venant se substituer à celle déjà déposée.

Si la date limite de remise des offres est reportée, le présent article est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 Généralités concernant la présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres remises par les candidats devront être intégralement rédigées en langue française.

Si les documents exigés au titre de la candidature ou les documents exigés au titre de l'offre des candidats sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

L'unité monétaire de compte du marché est l'EURO.

4.2 Document à remettre par les candidats

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-après.

Les candidatures et les offres seront transmises au moyen d'un pli contenant les pièces relatives à la candidature et les pièces relatives à l'offre.

4.2.1 Pièces relatives à la candidature

Si un candidat présente une offre pour plusieurs lots, il ne présente qu'un seul dossier de candidature alors valable pour l'ensemble des lots auxquels il soumissionne.

Au titre de leur candidature, les candidats remettront à l'entité adjudicatrice :

4.2.1.1 Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat, y compris l'habilitation à exercer une activité professionnelle

- 1) Une lettre de candidature présentant le candidat (formulaire DC1 ou équivalent)

Le formulaire DC1 est téléchargeable via <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

- 2) Une déclaration du candidat et de chacun des membres du groupement en cas de groupement (formulaire DC2 ou équivalent)

Le formulaire DC2 est téléchargeable via <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

- 3) Une déclaration sur l'honneur du candidat datée et signée par une personne dûment habilitée pour engager le candidat et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

En cas de candidature sous la forme de groupement, la déclaration sur l'honneur susmentionnée est exigée de chacun des membres du groupement.

4.2.1.2 Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat

- 1) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- 2) Une déclaration appropriée de banque ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- 3) Ses bilans ou extraits de bilan, concernant les deux dernières années (si l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi).

En cas de candidature sous la forme de groupement, les éléments susmentionnés seront exigés de chacun des membres du groupement.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents susmentionnés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités économiques et financières d'un ou plusieurs autres prestataires, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ce ou ces prestataires et le candidat ou les membres du groupement candidat, il produit la déclaration pour chacun des prestataires, et, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces prestataires, un engagement écrit du ou des prestataires de mettre à la disposition du candidat les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

4.2.1.3 Renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles du candidat

- 1) Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. En cas de groupement, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités économiques et financières d'un ou plusieurs autres prestataires, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ce ou ces prestataires et le candidat ou les membres du groupement candidat, il produit la déclaration pour chacun des prestataires, et, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces prestataires, un engagement écrit du ou des prestataires de mettre à la disposition du candidat les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

4.2.2 Pièces relatives à l'offre

Au titre de leur offre, les candidats remettront à l'entité adjudicatrice :

- 1) L'Acte d'Engagement ou le formulaire **ATTRI-1** téléchargeable via <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution>.
- 2) L'Annexe financière à l'acte d'engagement (DQE)
- 3) Les **Annexes Techniques** à l'acte d'engagement (Volets A, B et C à rédiger par le candidat)
- 4) Le **cadre de réponse** ;

<p><i>Les documents visés au 3) ci-dessus seront à réaliser par le candidat. Ils ne devront pas dépasser 60 pages au total.</i></p>

L'absence des pièces susmentionnées plus haut dans le dossier transmis par le candidat est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5.2 des présentes.

4.3 Modalités de remise des candidatures et des offres

4.3.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres

Les plis contenant les candidatures et les offres devront être remis à l'entité adjudicatrice avant le :

27 juin 2025 à 12h00 (heure locale), <u>délai de rigueur</u>.
--

Les plis qui seraient remis après la date et l'heure précitées ne seront pas retenus.

En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date et l'heure limite de remise des plis.

Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même soumissionnaire, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'entité adjudicatrice dans le délai fixé pour la remise des offres.

4.3.2 Conditions de remise des plis

En application de l'article L2132-2 du CCP, l'entité adjudicatrice impose la transmission des candidatures et des offres **par voie électronique uniquement, à l'exclusion de toute transmission sous support papier.**

En conséquence, toute candidature ou offre qui serait remise selon des modalités différentes de celles imposées par le présent article (notamment qui serait remise sous support papier) sera rejetée et ne sera pas analysée.

Les candidatures et les offres seront donc obligatoirement transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures et des offres.

Si un nouveau pli est déposé par voie électronique par le même soumissionnaire, celui-ci annule et remplace le pli déposé précédemment.

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du CCP, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, **sur**

support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention :

« Copie de sauvegarde

*ACCORD CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES RELATIF A LA
FOURNITURE DE VEHICULES POUR LE COMPTE DE LA RTM*

[Nom du candidat] »

Cette copie de sauvegarde doit être adressée ou déposée en main propre contre récépissé, à l'adresse suivante :

Régie des Transports de Martinique
Centre Technique des Transports
399 Rue Ferrements
97200 Fort-de-France

Cette copie de sauvegarde ne pourra être ouverte que dans les cas prévus à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de consultation et de la copie de sauvegarde.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché, sous format papier.

5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Examen des candidatures

L'entité adjudicatrice vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

Si l'entité adjudicatrice constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, elle pourra, sans y être tenue, demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de

candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Les candidats sont d'ores et déjà avertis que ce délai ne pourra être supérieur à cinq (5) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées par l'entité adjudicatrice, à partir des seuls documents et renseignements exigés dans le cadre de la présente consultation, pour évaluer la situation juridique ainsi que les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.

A défaut de niveau minimaux de capacité économie et financière et techniques et professionnelles fixés par l'entité adjudicatrice, pourront à ce stade être déclarées irrecevables les candidatures incomplètes ou celles qui ne disposent manifestement pas de capacités économiques et financières, professionnelles et techniques suffisantes.

5.2 Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Seules les offres conformes aux exigences formulées dans les documents de la consultation seront jugées et classées.

En application des dispositions de l'article L.2152-1 du CCP, les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées seront éliminées.

Pour rappel :

- **Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation en particulier les annexes visées aux articles 4.2 des présentes ainsi que les documents mentionnés à l'article 4.1 du CCTP ; d'une manière générale est irrégulière l'offre incomplète ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- **Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires annuels alloués à l'exécution de l'accord cadre tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ; en l'espèce et à titre indicatif, ils sont arrêtés à 2.400.000 euros maximum pour la durée du marché.
- **Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'entité adjudicatrice formulés dans les documents de la consultation.

Le jugement des offres donnera lieu à **un classement des offres, au terme duquel l'accord cadre objet de la présente consultation sera attribué aux trois premiers candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses ; le**

classement sera effectué sur la base des critères pondérés d'attribution exposés ci-après :

<i>Critères</i>	<i>Notation sur 100 points</i>
<p align="center">Critère « Valeur technique »</p> <p>Capacité du candidat à garantir la satisfaction des besoins, appréciée au travers du :</p> <p>Dossier remis par le candidat, composé de trois volets répartis comme suit :</p> <p>Un volet A tel que visé à l'article 4.1 du CCTP et présentant l'ensemble des véhicules (et leurs caractéristiques complètes) proposés par le candidat ; la qualité et la richesse de la proposition contenues dans ce catalogue, pourront donner lieu à l'attribution de 35 points au maximum.</p> <p>Un volet B tel que visé à l'article 4.1 du CCTP et décrivant la solution « client » qui devra être adaptée à la satisfaction du besoin de la RTM. la qualité de la proposition contenue dans ce volet pourra donner lieu à l'attribution de 20 points au maximum.</p> <p>Un volet C tel que visé à l'article 4.1 du CCTP et mentionnant les scores environnementaux des véhicules proposés. Les meilleurs scores proposés pourront donner lieu à l'attribution de 10 points au maximum</p>	<p>La production de ce dossier technique composé des volets A, B pourra donner lieu à l'attribution de 65 points au maximum</p>
<p align="center">Critère « prix » :</p> <p>Ce critère sera apprécié sur la base des renseignements fournis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ; il pourra donner lieu à l'attribution de 35 points au maximum.</p>	<p>35 points maximum</p>

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du soumissionnaire, ce dernier sera invité à confirmer les termes de son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

- Pour les marchés subséquents :

Trois attributaires au maximum (parmi les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les avantageuses) de l'accord cadre seront mis en concurrence pour chaque marché subséquent.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres, au terme duquel le marché subséquent sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée comme telle sur la base des critères pondérés d'attribution suivants :

Pour les marchés subséquents de location longue durée :

Montants mensuel et annuel du loyer	60 points
Délai de livraison	40 points

Pour les marchés subséquents d'acquisition :

Prix (Véhicule + contrat d'entretien)	60 points (40 + 20 points)
Délai de livraison	40 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du soumissionnaire, ce dernier sera invité à confirmer les termes de son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

6. SUITES DONNEES A LA CONSULTATION

6.1 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Pour chaque lot, l'offre qui sera la mieux classée en application des critères de sélection des offres sera retenue à titre provisoire, dans l'attente que le soumissionnaire ayant remis ladite offre produise les attestations et certificats officiels justifiant que le candidat n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, exigés par l'entité adjudicatrice en application de l'article 2132-6 du CCP.

Les candidats sont d'ores et déjà avertis que le délai qui sera imparti à l'attributaire pressenti pour produire les attestations et certificats susvisés ne pourra être supérieur à trois (3) jours.

6.2 Déclaration sans suite

Conformément aux dispositions des articles R.2185-1 et 2 du CCP, l'entité adjudicatrice pourra, à tout moment, déclarer sans suite la présente procédure. Dans ce cas, l'entité adjudicatrice communiquera aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles elle a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

Les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité de quelque sorte.

6.3 Procédure infructueuse

La présente consultation sera infructueuse dans le cas où aucune candidature ou aucune offre ne serait déposée dans les délais prescrits, ou dans le cas où ne seraient déposées que des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du CCP ou que des offres inappropriées au sens de l'article R.2152-4 du même code.

Dans ce cas, l'entité adjudicatrice pourra décider de passer un marché public négocié sans publicité, ni mise en concurrence préalables, comme le prévoit l'article 2122-2 du CCP pour autant que les conditions initiales du marché public ne soient pas substantiellement modifiées.

7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et demandes de renseignements complémentaires, par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, au plus tard dix (10) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des offres, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires envoyées en temps utile, sur les documents de la consultation sont transmises aux candidats au plus tard six (6) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il est rappelé aux candidats qu'il ne sera répondu à aucune question qui serait adressée à l'entité adjudicatrice par une autre voie que celle mentionnée ci-dessus (notamment par courriel, courrier ou oralement).

8. DROIT APPLICABLE, JURIDICTION COMPETENTE ET VOIES DE RECOURS

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Les recours suivants pourront être introduits devant le tribunal administratif de Fort-de-France :

- **Référé précontractuel** (articles L551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) :

En cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, les personnes ayant intérêt à conclure le marché objet de la présente consultation et susceptibles d'être lésées par ce manquement peuvent saisir le tribunal de grande instance de Fort-de-France avant la conclusion du marché.

Après la notification de la décision de rejet des offres, l'acheteur l'entité adjudicatrice un délai minimal de 11 jours à compter de la date de notification, ou 16 jours si la notification n'est faite par voie électronique, avant de signer le marché.

- **Référé contractuel** (L.551-13 à 23 du Code de Justice Administrative) :

Les personnes qui ont un intérêt à conclure le marché objet de la présente consultation et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles le marché est soumis peuvent saisir le tribunal de grande instance de Fort-de-France d'un recours en contestation de la validité du marché.

Le référé contractuel ne peut pas être exercé si l'acheteur a respecté le délai de 11 ou 16 jours précité. En outre, si le juge du référé précontractuel a été saisi, le référé contractuel ne peut être exercé si l'autorité délégante n'a pas signé le marché avant la décision du juge précontractuel et s'est conformée à cette décision.

Ce recours peut être formé dans un délai de :

- 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au JOUE,
- ou
- 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié.

– **Action en nullité :**

Un recours en nullité peut être formé devant le tribunal administratif de Fort-de-France par une entreprise évincée de la conclusion du marché objet de la présente consultation pendant dans un délai de cinq ans à compter de la connaissance de la conclusion dudit marché.